

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 10/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENNOBLISSEMENT VAL DE REINS

20 avenue JEAN MOOS
ZONE ARTISANALE LA GAITE
69550 Amplepuis

Références : UD-R-CTESSP-24-307-PS
Code AIOT : 0006103534

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2024 dans l'établissement ENNOBLISSEMENT VAL DE REINS implanté 20, avenue JEAN MOOS ZI LE REBE 69550 Amplepuis. L'inspection a été annoncée le 20/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du suivi des mises en demeure du 10 novembre 2021 et du 23 février 2023. Les non-respects des mises en demeure, constatés lors de la dernière inspection, avaient conduit à la prise d'un arrêté préfectoral d'astreinte concernant le désenfumage et un arrêté préfectoral de consignation de somme concernant l'ETE. Il est à noter que la mise en conformité concernant les RIA, le stockage de matière combustible, le registre des déchets et l'activité de lavage de fût a été réalisée après la précédente inspection par justificatif de l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENNOBLISSEMENT VAL DE REINS
- 20, avenue JEAN MOOS ZI LE REBE 69550 Amplepuis
- Code AIOT : 0006103534
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Ennoblement du Val de Reins est autorisée à exploiter son activité de teinturerie dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1992 modifié en dernier lieu le 9 mars 2020 (rejets aqueux, RSDE). La société réalise principalement de la teinture, de l'impression et de l'apprêt pour l'habillement.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyen de lutte incendie - Désenfumage	AP de Mise en Demeure du 10/11/2021, article 1	Demande d'action corrective	12 mois
2	Moyen de lutte incendie - Sprinklage	Arrêté Ministériel du 01/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	3 mois
3	Qualité des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 09/03/2020, article 3.4.2	Demande d'action corrective	6 mois
4	ETE RSDE	AP de Mise en Demeure du 23/02/2023, article 2	Demande d'action corrective	12 mois
6	Liste des PFAs et recherche de réduction/suppression	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Surveillance des PFAs	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
7	Produits chimiques	AP de Mise en Demeure du 05/12/2024, article 4	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Compte tenu des remises en conformité observées lors cette inspection et la précédente, il est proposé de lever la mise en demeure du 23 février 2023.

- Concernant le système de désenfumage, l'arrêté d'astreinte court toujours. Compte tenu des engagements de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de recouvrement partiel immédiat de l'astreinte.
- Les actions menées par l'exploitant ont permis d'atteindre les objectifs fixés dans les rejets aqueux en métaux. Ces résultats ont besoin d'être confirmés dans le temps.
- Des PFAS ont été observés dans les rejets aqueux. L'exploitant doit poursuivre des actions dans le but de réduire/supprimer ces composés dans les rejets aqueux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyen de lutte incendie - Désenfumage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/11/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société ENNOBLISSEMENT VAL DE REINS, exploitant de l'installation située au 20 avenue Jean Moos à AMPLEPUIS (69550), est redevable d'une astreinte d'un montant journalier de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 30 € (trente euros) jusqu'à satisfaction de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2021, sur le deuxième point de l'article 1 relatif au système de désenfumage, conformément aux dispositions de l'article 7.2.6 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1992 modifié.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la dernière inspection, il était envisagé des travaux en deux phases : en 2024 pour un montant de 30 000 euros et en 2025 pour un montant de 70 000 euros.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'aucuns travaux relatifs au désenfumage n'ont été réalisés pour des raisons financières.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il allait mettre à jour les devis fin 2024 pour espacer les investissements.</p> <p>L'inspection rappelle que l'arrêté d'astreinte court toujours. Compte tenu des engagements de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de recouvrement partiel immédiat de l'astreinte.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°1 : Conformément à la mise en demeure du 10 novembre 2021, l'exploitant doit mettre en conformité son système de désenfumage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 2 : Moyen de lutte incendie - Sprinklage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Sprinklage
Prescription contrôlée : Demande n°3: sous un délai de 6 mois, l'exploitant lève l'ensemble des non-conformités présentes dans le rapport Q1. Les rapports Q1 réalisés semestriellement sont tenus à la disposition de l'inspection. Demande n°4: sous un délai de 2 mois, l'exploitant rétablit le bon fonctionnement de la batterie
Constats : L'exploitant a indiqué avoir une fuite sur le réseau de sprinklage le rendant inopérant et que le rapport Q1 de mars 2024 n'a pas été réalisé. Lors de l'inspection, la société SPI était dans les locaux pour réparer le sprinklage. La commande signée pour cette intervention a été vue. L'exploitant a précisé que le rapport Q1 serait réalisé en fin d'année.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°2 : Dans un délai de 3 mois, l'exploitant réalise le rapport Q1 attestant du bon fonctionnement du système de sprinklage. Le rapport est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Qualité des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2020, article 3.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eaux
Prescription contrôlée : Demande n° 7: sous un délai de 4 mois, l'exploitant doit respecter les valeurs limites d'émissions fixées pour ses rejets aqueux pour l'ensemble des composés.
Constats : Il est constaté que les dépassements en DBO5 ne sont plus observés. L'exploitant a indiqué que les travaux prévus pour remettre en état le bassin d'homogénéisation n'ont pas été réalisés. Néanmoins, l'exploitant a précisé avoir réalisé des études et audits pour réduire la consommation en eau. Notamment, il a mis en place l'utilisation d'un savon permettant de réduire le nombre de rinçages. L'inspection constate qu'il reste néanmoins des dépassements en pH observés en mai et sur les prélèvements PFAS.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n° 3 : Dans un délai de 6 mois, l'exploitant doit respecter la valeur limite de pH fixée pour ses rejets aqueux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 4 : ETE RSDE

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/02/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société ENNOBLISSEMENT DU VAL DE REINS, 20 avenue Jean Moosen ZA ka Gaité à Amplepuis, est mise en demeure de transmettre à l'inspection, dans un délai de 4 mois, l'étude technico-économique RSDE requise à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2020.</p> <p>La société ENNOBLISSEMENT DU VAL DE REINS, sise sur le territoire de la commune de d'Amplepuis au 20 avenue Jean Moos est tenue de s'acquitter d'une somme de 3 000 euros (trois mille euros), répondant du coût des opérations prévues par l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 février 2023 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur la base des déclarations GIDAF, l'inspection constate que dans les rejets eaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - depuis mai 2024, les teneurs en Cu sont inférieures à la limite de quantification. Les actions mises en place sont satisfaisantes. - depuis mai 2024, les teneurs en Zn sont de l'ordre de 0,14 mg/l soit un flux de 16g/j (VLE après ETE 8,6g/j). En prenant en compte l'abattement fourni par la STEP, le flux est de 3,68 g/j. Les actions mises en place sont satisfaisantes. <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a transmis une ETE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les analyses réalisées dans l'eau d'entrée de la rivière montrent l'absence de métaux; - des réductions de la consommation en eau ont été réalisées diminuant par conséquent le flux sortant; - les fournisseurs ont fourni les teneurs en métaux présents dans les différents produits utilisés. L'exploitant a indiqué avoir procédé à des substitutions notamment sur certains colorants et sur le séquestrant anticalcaire; - il reste des incertitudes sur la provenance du Zn. Des analyses sur les eaux de lavage des tissus coton + viscose + tombées des métiers à tisser seraient nécessaires.

<p>Les baisses de flux en polluants observées dans les rejets eaux doivent se pérenniser dans le temps.</p> <p>Compte tenu des études fournies, l'inspection propose à madame la préfète de déconsigner la somme prélevée afin de la restituer à la société EVR. Un projet d'arrêté de déconsignation a été joint au rapport de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°4 : Dans un délai de 12 mois, l'exploitant complète son ETE par l'analyse des eaux de lavage des tissus. Les résultats ainsi que leur interprétation sont transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>

N° 5 : Surveillance des PFAs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Demande n° 11: sous un délai de 1 mois, l'exploitant respecte l'article 2 de l'AM du 20 juin 2023 en tenant à la disposition de l'inspection des installations classées, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation. Conformément à l'article 4, le délai pour réaliser la première campagne d'analyse est de 6 mois à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que les concentrations en PFAs déclarées dans GIDAF sont de 0 et ne correspondent pas aux bordereaux d'analyses. Après l'inspection, l'exploitant a procédé à la correction des déclarations GIDAF. Les 3 campagnes PFAs ont été réalisées en janvier, février et mars 2024.</p> <p>La limite de quantification de 50 ng est conforme aux exigences de l'arrêté ministériel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Liste des PFAs et recherche de réduction/suppression

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Arrêté ministériel du 20/06/2023, article 2

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Arrêté ministériel du 02/02/1998, article 2

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. »

Constats :

Les PFAS analysés correspondent aux 20 composés présentés dans l'arrêté ministériel. L'exploitant a indiqué de ne pas avoir questionné ses fournisseurs sur la présence de PFAS. L'inspection a indiqué que d'autres PFAS ont été rencontrés par la profession et qu'ils peuvent être présents sur les résines mais également dans les colorants.

L'exploitant a indiqué n'utiliser maintenant que des résines CO (sans PFAS). Les bidons ont été vus sur site.

Aucune action supplémentaire concernant les PFAS n'a été menée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°5 : Dans un délai de 6 mois, l'exploitant doit compléter sa liste actuelle en établissant une liste des substances PFAS utilisées ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. L'exploitant interroge notamment ses fournisseurs sur la présence de PFAS dans les produits utilisés.

Demande n°6 : Dans un délai de 12 mois, l'exploitant présente un plan d'action pour la réduction et la suppression des PFAS dans les rejets aqueux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Produits chimiques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/12/2024, article 4
Thème(s) : Produits chimiques, FDS
Prescription contrôlée : Demande n°9: sous délai supplémentaire de 5 mois à partir de la date d'inspection est accordé pour obtenir l'ensemble des étiquettes conformes et des FDS correspondant aux différentes marques d'hydrosulfite de soude utilisée sur le site.
Constats : L'exploitant a transmis une FDS d'UniverSolution pour l'hydrosulfite de soude, seule marque désormais utilisée sur site. Sur site, l'inspection a pu constater que l'étiquette correspondait bien à la FDS. Ce point de mise en demeure est soldé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure